

nierte in Italien die Weltkriegsgeneration, wohingegen in Österreich weder die eine noch die andere Prägung existierte, da hier die Hinwendung der Intellektuellen zum Kommunismus – in der Mehrheit handelt es sich um austromarxistische Sozialdemokraten – erst nach dem Februaraufstand 1934 erfolgte.

Anders lag der Fall in Großbritannien, wo die Kommunistische Partei eine Randexistenz führte. Dass kommunistische Wissenschaftler eine herausragende Bedeutung für die Entwicklung einiger akademischer Disziplinen und insbesondere der Geschichtswissenschaft hatten, dürfte bekannt sein. Erkenntnisfördernd ist Krolls Situierung der Nachkriegsgeneration in den bürgerlichen und zumeist protestantischen Mittelschichten und im elitären „Oxbridge-Milieu“ sowie seine Beobachtungen zur britischen Absage an sakramentale Glaubensformen. Die Rezeption des Marxismus – hier allein bietet der europäische Vergleich lohnenswerte Anschlussmöglichkeiten – erfolgte in einem gänzlich anderen Koordinatensystem. Im Zentrum der Marxismus-Rezeption standen die Konzepte des „Klassenkampfes“ und des „Staats“, die auf die je eigene Situation übertragen werden sollten. Die Sowjetunion wurde zum Beweis für die Marxschen Theorien, nicht aber zum nachahmenswerten Modell (S. 583 ff.).

Krolls Studie leistet ohne jeden Zweifel einen Beitrag zum Verständnis des Jhs. der Extreme. Sie ist in inhaltlicher und methodischer Hinsicht innovativ für die Geschichte der europäischen Intellektuellen und die politische Zeitgeschichte. Faszinierend wird sie in den vergleichenden Abschnitten zu Konversionen und Glaubenskrisen. Mit Hilfe des internationalen

Vergleichs gelingt es, nationale Spezifika und europäische Entwicklungen präzise herausarbeiten. Aber hier verhält es sich wie mit der Dialektik von Nationalem und Transnationalem: Je einsichtiger die Fruchtbarkeit komparativer materialgesättigter Forschung dem Leser für die Ideengeschichte des 20. Jhs. vor Augen geführt wird, desto mehr erwacht angesichts der aktuellen Internationalisierung der intellektuellen Felder sein Interesse an den gegenseitigen Wahrnehmungen, Beeinflussungen, den Interaktionen.

**Björn Hofmeister/Hans-Christoph Liess (Hrsg.): Rüdiger vom Bruch, Gelehrtenpolitik, Sozialwissenschaften und akademische Diskurse in Deutschland im 19. und 20. Jh., Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2006, 430 S.**

Rezensiert von  
Geneviève Warland, Brüssel

Ce livre, publié par les soins de Hofmeister et Liess au nom de Rüdiger vom Bruch, rassemble des articles et des contributions qu'il a écrits au cours des vingt-cinq dernières années. Il fait suite à un autre volume de même nature, *Bürgerlichkeit, Staat und Kultur im Deutschen Reich*, publié en 2005 chez le même éditeur.

Comme l'indique le titre et le suggèrent d'ailleurs les photos retenues pour orner la couverture, le projecteur est tourné vers le monde académique, émanant des sciences

sociales, dans son rapport entre la production du savoir scientifique et l'engagement politique, grosso modo de 1870 à 1914. Ce sont les figures de Harnack, Lamprecht, Meinecke, Schmoller et Weber qui se trouvent au centre des considérations institutionnelles, politiques et épistémologiques de Bruch.

Les articles et contributions de ce volume – non remaniés sur le fond (à côté des informations factuelles qu'ils livrent, ils reflètent l'état de la recherche à l'époque de leur rédaction), mais pour la mise en forme et la correction des coquilles – sont regroupés en trois sections.

La première partie étudie la constellation particulière des rapports entre culture politique et culture scientifique à l'époque wilhelminienne et présente différents traits de l'attitude politique des savants (*Gelahrtenpolitik*); la seconde se concentre sur les conflits au sein de l'université, entre sociabilité urbaine et tensions sociales, entre subordination des professeurs à l'Etat et critique du système politique scientifique de même qu'entre représentants de disciplines telles que l'histoire et la *Nationalökonomie*; enfin, la troisième partie porte sur la formation de nouvelles sciences comme la sociologie ou les sciences journalistiques (*Zeitungswissenschaften*), issues des traditionnelles Staatswissenschaften.

Quelques titres évoquent le dénominateur commun de chacune des parties de l'ouvrage: pour la première, tels Kulturimperialismus und Kulturwissenschaften, Krieg und Frieden. Zur Frage der Militarisierung deutscher Hochschullehrer im späten Kaiserreich; pour la seconde partie, tels Universitätsreform als soziale Bewegung, Zur Nichtordinarienfrage im späten deutschen Kaiserreich, Max We-

bers Kritik am „System Althoff“ aus universalgeschichtlicher Perspektive, Gustav Schmoller: zwischen Nationalökonomie und Geschichtswissenschaft; pour la troisième, Die Staatswissenschaftliche Gesellschaft zu Berlin 1883–1919, Zeitungskunde und Soziologie. Zur Entwicklungsgeschichte der beiden Disziplinen.

L'auteur étudie l'histoire des sciences (sociales) et de l'université, en rapportant les thèmes traités à leur contexte politique, social et académique, et en se posant la question de la postérité de professeurs marquants tels que Karl Lamprecht ou Gustav Schmoller. La comparaison entre disciplines, attitudes politiques des professeurs et conceptions historiques (par exemple, la psychologie culturelle et la biologie culturelle chez Karl Lamprecht et Oswald Spengler), est un outil essentiel de la méthode de Bruch.

Afin de donner un aperçu d'un livre riche par ses descriptions et analyses, quelques balises autour des thèmes suivants mettent en avant les thèses principales de Bruch: le savant dans l'espace public, la modernisation de l'université et le rôle de l'histoire et de la *Nationalökonomie*.

Même si après 1870, les professeurs des universités allemandes combinent de moins en moins un mandat politique avec une charge scientifique, ils continuent cependant à intervenir dans l'espace public. Le canal principal de cette activité est la presse. Une distinction doit être établie entre ceux qui exercent en permanence une activité de publiciste, comme l'historien de l'Europe de l'Est, Theodor Schieman, chroniqueur au Kreuzzeitung, ou le médiéviste et historien de l'époque moderne, Dietrich Schäfer, mentor de la presse nationaliste, ou encore Hans Delbrück, éditeur

des *Preussische Jahrbücher*, et ceux qui ne se manifestent qu'occasionnellement: tels le libéral progressiste Friedrich Meinecke, rédacteur en chef du *Historische Zeitschrift*, le très conservateur Georg von Below ou les historiens de la culture que sont Karl Lamprecht et Kurt Breysig. Les thèmes de prédilection touchent à la politique intérieure et extérieure de l'Allemagne: d'une part, la question sociale et, d'autre part, la position de l'Allemagne dans le monde.

La presse mise à part, les autres espaces d'influence des professeurs au titre d'intellectuels sont la sociabilité dans le cadre de sociétés comme la *Mittwochsgesellschaft* ou la *Staatswissenschaftliche Gessellschaft* à Berlin, d'associations à but réformateur émanant de la bourgeoisie cultivée et protestante comme la *Verein für Socialpolitik*, mais encore au sein de l'université avec des cercles de discussion. Dans cette activité s'exprime l'idéal du savant, conseiller des princes et formateur de l'opinion publique. Qu'ils se traduisent par les liens étroits entre le monde académique et les hauts fonctionnaires et gouvernants, noués dans les sociétés susmentionnées, ou qu'ils s'incarnent par d'autres modes, l'intervention des professeurs, mettant leurs connaissances au service de la nation, vise la cohésion sociale et le renforcement d'une identité nationale.

Parmi les grandes figures citées, il en est une qui occupe une place à part dans les propos de Bruch: Gustav Schmoller, dont le rôle comme savant, professeur et intellectuel bourgeois progressiste, résume, d'une certaine façon, à lui seul les tendances de l'époque: „Wir haben mit Schmollers Wissenschaftsprogramm, mit seinem Wirkungswillen, mit seiner wissenschaftlichen wie politischen Resonanz

in Teilen der deutschen wissenschaftlichen Hochschullehrerschaft, mit seinem Credo der Sozialreform als Existenzgrundlage des monarchisch-bürokratischen nationalen Machtstaats und mit einer spezifischen Einschätzung von öffentlicher Meinung die Voraussetzungen jener 'Gelehrtenpolitik' benannt, die diesen Nationalökonom zwischen Wissenschaft und öffentlicher Meinung kennzeichnen und die durch die folgende drei Kriterien bestimmt sind:

1. den nationalpädagogischen Anspruch universaler Wahrheit, befreit von materiellen Sonderinteressen und verankert im sittlichen Medium der Vernunft;
2. Unabhängigkeit und Distanz gegenüber Parteien, Verbänden, Agitationsvereinen und offiziöser Presse, insofern diese Partikularinteressen repräsentieren und
3. eine in der Macht-Kultur-Synthese des späten Kaiserreichs verfestigte und vertiefte Geistesverwandtschaft zum höheren Staatsbeamtentum“ (p. 328).

Au cœur de la modernisation de la société allemande, qu'elle doit éclairer par le „Fackel der Erkenntnis“ (Schmoller), se trouve l'université. Celle-ci est soumise à des changements importants dans les années 1870 à 1914. Non seulement pèse sur elle le „système Althoff“ de centralisation, perçu comme une tentative de mainmise de la Prusse sur les universités des autres Etats (jouant sur les nominations et les réseaux, mais aussi sur le développement d'instituts de recherche), mais elle est encore affectée par l'explosion du nombre d'étudiants (accentuant le fossé entre enseignants et étudiants) et la dégradation des conditions de vie des „Nicht-Ordinarien“.

Les principales caractéristiques de la formation de l'université comme „Großbetrieb“ sont les suivantes: premièrement,

la concentration des universités renforce les écarts entre les universités de masse comme Berlin, Munich et Leipzig et les autres; deuxièmement, la diversification des disciplines s'accompagne d'une spécialisation croissante (multiplication des instituts, séminaires et laboratoires); troisièmement, les nouvelles branches du savoir répondent aux besoins de la puissance industrielle allemande: c'est l'adaptation de l'université à son contexte économique et politique.

Enfin, les rapports entre l'histoire et la *Nationalökonomie*, deux disciplines maîtresses du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, sont au cœur des exposés de Bruch. En effet, elles ont exercé une influence considérable entre 1890 et 1914 sur la culture politique du Reich au titre d'interprètes du „national“ et de productrices de sens pour une communauté sociale et culturelle insécurisée. Le rôle de l'histoire à cette époque se résume en cinq adjectifs, qui pourraient d'ailleurs s'appliquer à la *Nationalökonomie*. Il s'agit d'une science renommée (i.e. jugée comme légitime et utile par la société), d'une science politique (elle promeut l'État allemand), d'une science protestante (elle est dominée par les professeurs de confession protestante au détriment des catholiques et des juifs), d'une science nationale (elle est au service de la nation allemande, révélant sa continuité dans l'histoire) et d'une « science scientifique » (elle recherche la vérité et se fonde sur des méthodes heuristiques et herméneutiques solides).

Ces éclairages divers, qui dressent un panorama de l'université, de ses acteurs et des questions politiques et culturelles, ne sont pas exempts de redondances. Tel est le risque majeur d'un recueil comme celui-ci. Toutefois, ces redondances ne sont pas gê-

nantes: elles offrent des regards différents, plus ou moins détaillés, sur les questions étudiées. Elles le sont encore moins pour un lecteur étranger, car cela lui permet de mieux saisir les spécificités du système académique allemand sous l'Empire. Cela est d'autant plus utile que l'information, issue de la lecture des auteurs comme de données administratives et statistiques, est abondante. Souvent, l'auteur pose explicitement les problèmes de méthode liés à l'interprétation des sources, dévoile les questions qu'il se pose et n'hésite pas à synthétiser, à l'aide de catégories contemporaines, les caractères principaux de cette élite universitaire. Se dégage ainsi une image à la fois diversifiée, bien documentée et vivante de l'université et de la société allemande fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle. Les points de vue développés par Bruch – en tous les cas pour Lamprecht qui m'est le plus familier – ne me semblent pas contredire les résultats actuels de la recherche. Ce livre, quoique parfois ardu à lire, offre donc une belle introduction au système de pensée principalement de l'époque wilhelminienne.